



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 23 décembre 1978

N° 2

PRIX : 1,50

Editorial

LES ELEVES DES LEP SONT DANS LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Depuis plus de deux mois, tant en Martinique qu'en Guadeloupe, les élèves des LEP sont en lutte. En particulier, ceux de Dillon, du Lamentin, de Moule et de Baimbridge en Guadeloupe sont à la pointe du mouvement des LEP.

Les élèves se battent contre les mauvaises conditions de travail qui leur sont imposées, contre le manque de matériel, de locaux, contre l'insécurité et les salles défectueuses.

Ainsi, on a vu ces derniers temps se succéder meetings, grèves, défilés des élèves des LEP.

Mais si les revendications matérielles ont généralement été le détonateur des mouvements de protestation dans les LEP, ils n'expliquent que partiellement l'ampleur du mouvement. Derrière ces revendications, il y a en effet une grande soif de dignité de la part de la jeunesse ouvrière des LEP.

Il est significatif que dans deux LEP de Guadeloupe et de Martinique, les élèves aient eu à riposter aux coups et menaces venant de professeurs français ou antillais.

Les élèves dans les deux cas ont été touchés dans leur dignité. Ils se sont élevés contre le racisme et le mépris de certains professeurs.

Ils expriment leur révolte contre un système qui permet ce mépris et ce racisme. C'est cela qu'ils ont exprimé, même confusément, dans leur lutte.

Les élèves des LEP, filles et fils de travailleurs pour la plupart et futurs ouvriers eux-mêmes à travers tous leurs mouvements visent bien plus que de simples revendications matérielles. Ils ne veulent plus apprendre à se comporter comme des exploités, soumis et silencieux. Ils ne veulent pas demain servir de bête de somme aux patrons, ou encore se retrouver au chômage, à moins d'émigrer pour chercher du travail ailleurs.

Les travailleurs adultes ont dans certains cas montré la fierté qu'ils éprouvaient à voir ces jeunes se battre. Mais ce n'est malheureusement pas toujours vrai.

De jeunes qui se battent, cela doit provoquer la sympathie et le soutien des travailleurs. Car ce que ces jeunes veulent aujourd'hui, c'est souvent ce que beaucoup parmi les travailleurs plus âgés voulaient hier.

Par lassitude, par résignation ou trahis par les organisations qui les dirigeaient, beaucoup ont perdu tout espoir en un monde meilleur, mais justement les luttes de la jeunesse scolarisée des LEP sont là pour montrer que l'avenir peut être encore ce que nous le ferons.

fort-de-france L'ÉBOULEMENT DU MORNE PICHEVIN : NEGLIGENCE CRIMINELLE DES AUTORITES !

L'éboulement qui s'est produit au bas du Morne Pichevin sur la route a fait une victime : une jeune femme a été grièvement blessée et l'on n'est pas encore fixé sur son sort à l'heure où nous écrivons.

Depuis quelques mois, point n'était besoin d'être un spécialiste de l'équipement pour constater que cette paroi en aplomb constituait un danger permanent.

Cette paroi à pic était en effet à la merci de la moindre fissure ou de la moindre vibration excessive qui pouvait l'ébranler. L'énorme masse de rochers a fini par s'effondrer.

Les responsables de la direction départementale de l'équipement et de la préfecture qui ont laissé subsister pendant des mois ce danger ont donc laissé des milliers de personnes : automobilistes, piétons, et aussi habitants proches, sous la menace mortelle de cet éboulement.

Imaginons la catastrophe si l'éboulement avait eu lieu à 8 h du matin !

C'est plus que de l'inconscience, c'est une négligence criminelle qui montre le mépris qu'affiche l'administration coloniale vis-à-vis de la population de ce pays.

Même le journal France-Antilles, pour une fois, avait mis la population en garde contre un éboulement : il y a exactement deux ans de cela, et pourtant rien n'a été fait.

En effectuant une percée du morne à cet endroit sans prendre aucune des mesures de sécurité nécessitées par ces travaux, la vie de milliers de personnes a été délibérément mise



en jeu.

Ceux qui nous dirigent se soucient peu des conséquences de leurs décisions ou de l'incompétence notoire de certains de leurs cadres.

Comme pour les inondations les dangers dus aux éboulements et aux glissements de

terrain comme celui-ci ne doivent pas grand chose à l'action des éléments naturels.

L'insouciance, l'incurie et le je-m'en-fichisme d'une administration coloniale irresponsable et incontrôlée sont à l'origine de l'accident.

SECURITE SOCIALE : Repoussons les attaques du gouvernement !

Après avoir annoncé que le budget de la Sécurité Sociale comprendrait un «déficit» de 17 milliards de Francs cumulé sur 1978 et 1979, à moins qu'il n'y mette bon ordre, le gouvernement vient de prendre une série de mesures qui constituent une attaque violente contre les travailleurs.

Il est possible qu'il y ait un déficit de la Sécurité Sociale. Le gouvernement le clai-ronne suffisamment depuis 6 mois pour que tout le monde en soit persuadé ! Ce dont l'on nous parle beaucoup moins c'est de l'origine de ce «déficit». Car l'existence d'un déficit à la Sécurité Sociale est avant tout due à deux causes :

— Tout d'abord, l'argent de la Sécurité Sociale sert à financer des dépenses pour lesquelles il n'est pas destiné au départ : construction d'hôpitaux, paiement de l'Allocation-logement par exemple. Ce sont des milliards de francs qui sont chaque année puisés parmi les cotisations et qui permettent de pallier les carences de l'Etat.

— Ensuite, les grandes entreprises doivent plusieurs milliards de francs à la Sécurité

Sociale, car elles ne payent pas, ou payent en retard leurs cotisations. Des facilités leur sont permises lorsqu'elles disent ne pas avoir d'argent. Par contre l'argent des cotisations des travailleurs est perçu directement, car prélevé à la source.

Voilà donc les vraies causes du déficit de la Sécurité Sociale. Mais bien entendu, il ne faut pas compter sur l'Etat, ni pour poursuivre les grands capitalistes et les obliger à payer leurs dettes, ni pour que lui-même prenne en charge les dépenses qui lui reviennent.

Le gouvernement préfère s'en prendre une nouvelle fois aux travailleurs. Tout d'abord, il diminue l'allocation-chômage, car pour ceux qui touchaient 90 % de leur salaire après avoir été licenciés, cette indemnisation sera dégressive de trimestre en trimestre pour atteindre au bout d'un an, le niveau des autres licenciés.

Ensuite, il augmente les cotisations d'Assurance-Vieillesse de 1,75 % et d'Assurance-Maladie de 4 %. La majeure partie de cette augmentation tombe sur le dos des travail-

leurs.

Enfin, le gouvernement développe une large propagande contre la «surconsommation médicale», c'est-à-dire qu'il demande carrément aux malades de se soigner moins pour ne pas aggraver le déficit.

Ces attaques concernent aussi les travailleurs des Antilles même s'ils ne touchent pas d'allocation-chômage. Sur leurs feuilles de paye aussi, il y aura l'augmentation prévue, alors que les services qui leur sont rendus par la Sécurité Sociale sont bien moindres : ainsi l'allocation-logement qui grève le budget de la S.S. n'est servie qu'à un nombre dérisoire d'Antillais.

Toutes ces attaques sont dans la droite ligne de la politique actuelle du gouvernement : faire en sorte que ce soit la population laborieuse qui paie la crise à la place des capitalistes. C'est une mesure de plus contre laquelle la classe ouvrière doit se battre.

J.B.



martinique

la fermeture du lep lamentin : une provocation de l'administration !

Muets pendant toute une semaine alors que les élèves du LEP du Lamentin s'étaient remis en grève à partir du lundi 11 Décembre, les grands moyens d'information de la Martinique ont subitement retrouvé la parole lorsque le recteur Doumenge a décidé de fermer l'établissement jusqu'à la rentrée de Janvier. Désormais, il faudra se réinscrire en compagnie d'un parent et promettre de respecter le règlement intérieur !

En attendant, le communiqué du recteur est abondamment repris et l'on dénonce le fait qu'il y ait eu des violences dans l'établissement, violences dont les élèves auraient été responsables. Mais la vérité est autre.

Parce qu'il avait omis de fermer une porte de salle de permanence, l'élève Gélas reçut un avertissement. Allant demander au surveillant Croisetu d'ôter cet avertissement qu'il estimait injuste, il a été agressé par Croisetu et un autre surveillant, qui alla même jusqu'à le menacer de mort. Prenant prétexte de cet incident, une partie du personnel du LEP s'est mis en grève pour exiger le renvoi de Gélas alors que les élèves eux se mobilisaient pour que leur camarade ne soit pas sanctionné.

Voilà où on en était lorsque le recteur a décidé la fermeture du LEP. Toute la faute a été mise sur le dos de l'élève, alors que c'est lui qui a été agressé et menacé au départ.

Une telle attitude de l'administration s'explique quand on sait que les élèves ont fait grève pendant un mois en Octobre-Novembre pour exiger que du matériel leur soit fourni pour travailler correctement et pour que l'on respecte leur dignité.

L'administration et une partie du personnel n'ont jamais toléré que les jeunes aient levé la tête et se soient mis en lutte. Maintenant, ils essaient de serrer la vis aux élèves et notamment à ceux qui se sont montrés les plus combattifs. Gélas était membre du Comité de Grève d'Octobre-Novembre.

Mais une telle attitude ne pourra certainement pas faire céder les élèves du Lamentin. Ceux-ci ont déjà montré leur détermination à ne pas se laisser marcher sur les pieds et à faire respecter leur dignité. En ce sens, ils méritent le soutien de tous.

Jacques BRUEL

CEUX DES LEP EN LUTTE

guadeloupe

LE TEMPS DE LA COLERE

les professeurs du lep lamentin prennent position

Le vendredi 15 décembre, un millier d'élèves défilait dans les rues de Pointe-à-Pitre. Cette manifestation organisée à l'initiative des élèves des L.E.P. du Lamentin regroupait les élèves du L.E.P. du Moule, du Lycée Technique et du Lycée Moderne de Baimbridge qui avaient tenu à exprimer leur solidarité avec ceux du Lamentin en grève depuis plus d'une semaine.

De nombreuses banderoles et pancartes dénonçaient les mauvaises conditions de travail qui existent dans les L.E.P. Les élèves étaient regroupés derrière la banderole «Comité de Coordination des L.E.P.».

La manifestation, avec un service d'ordre bien organisé emprunta les rues principales de Pointe-à-Pitre. Les élèves scandaient : «enseignement la yo ka ban nous pa bon» «nous pé ké rivé si nous pa ni satisfaction».

«Lallemand d'êrd» (le professeur qui avait donné un coup de pied à une élève) «à bas le racisme» «pas de L.E.P. garderies» «du matériel pour travailler» «liberté d'expression dans les L.E.P.».

Le défilé s'arrêta devant le Vice-rectorat, là, les élèves firent un sit-in. Une délégation comprenant les élèves des différents établissements représentés dans le défilé, fut reçue par le Vice-Recteur. Après une longue discussion les élèves eurent la confirmation que M. Lallemand avait été déplacé et que son remplaçant était déjà désigné. En ce qui concerne le matériel, des promesses furent faites pour le mois de janvier. Les élèves du L.E.P. du Moule exposèrent aussi leurs problèmes qui sont à peu près les mêmes que ceux du Lamentin.

Toutes les revendications n'ayant pas été satisfaites, les élèves n'ont pas repris les cours le samedi matin et ont tenu des assemblées générales dans les établissements afin de discuter de la poursuite du mouvement.

Nous avons reçu ce communiqué des professeurs du LEP du Lamentin :

«Les professeurs du LEP du Lamentin, réunis en assemblée générale le 15 décembre 1978, rappellent leur soutien à l'action de grève des élèves.

Ils décident de laisser à l'administration le délai des vacances de Noël pour résoudre l'ensemble des problèmes matériels ainsi que l'incident survenu entre une élève et un professeur.

Les élèves feront le bilan en assemblée générale à la rentrée de janvier et envisageront alors une action de grève.»

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Tendance Lutte de Classe de la F.E.N. salue les lycéens et collégiens en lutte. Elle est solidaire de leur action unitaire.

La lutte que mènent aujourd'hui les élèves du L.E.P. du Lamentin, soutenue par ceux des LEP du Moule et de Baimbridge rappelle les conditions inacceptables et scandaleuses dans lesquelles travaille cette catégorie d'élèves :

— Les conditions minimales de sécurité ne sont pas respectées, le matériel élémentaire fait défaut et les enseignants ne sont pas en nombre suffisant.

De plus, leur scolarité terminée, la majorité des élèves des L.E.P. est condamnée au chômage et à l'exil.

A l'heure où le pouvoir prétend développer la formation technique et professionnelle, la juste lutte des élèves des L.E.P. contre le racisme, contre la politique d'austérité des Giscard-Barre-Beullac est l'éclatante démonstration du bluff colonial.

Tendance Lutte de Classe de la F.E.N. GUADELOUPE

GUADELOUPE

NON AUX LICENCIEMENTS A LA SIG

La direction du travail et de la main-d'œuvre vient de confirmer le licenciement de 22 employés de la SIG (Société Immobilière de la Guadeloupe) pour «raisons économiques». On se souvient que, au mois de juin dernier, la direction de la SIG avait annoncé son intention de licencier en raison d'un déficit budgétaire important. Les ouvriers et employés avaient immédiatement protesté. Les différentes sections syndicales ont depuis plusieurs mois utilisé le maximum des moyens légaux mis par la loi à leur disposition, en vain.

Jusqu'à présent face au mécontentement des travailleurs de la SIG, la direction n'a utilisé que basses méthodes, viles manœuvres dont les tentatives d'achat des consciences ne sont pas les moindres. Il n'y a pas bien longtemps un tract anonyme attaquant le délégué CGT de l'entreprise était distribué dans l'entreprise, ainsi que tout dernièrement, un faux tract «Combat-Ouvrier» attaquant les délégués de la CGT et de FO.

A qui ont profité ces tracts anonymes et ces faux sinon à la direction de la SIG !!!

Une telle direction qui au vu et au su de tout le monde se remplit insolemment les poches, dont les cadres ne cessent de voyager sur le compte de la société, qui font de

bonnes affaires commerciales à l'extérieur (courses de chevaux, commerces en ville), veulent jeter à la rue des employés qui ont parfois plus de 15 ans d'ancienneté. C'est un scandale révoltant.

Le comité d'entreprise et les directions syndicales ont saisi le Conseil général qui est aussi l'un des actionnaires de la SIG société d'«économie mixte». Un débat est prévu sur cette affaire début janvier.

Cependant, si les travailleurs de la SIG veulent empêcher les licenciements il ne faut pas compter uniquement sur les moyens légaux et officiels. Personne d'autre ne pourra mieux qu'eux-mêmes se battre pour préserver leur emploi.

D'autant plus que dans cette lutte ils peuvent obtenir la sympathie et le soutien des locataires de la SIG. Car ces derniers eux aussi sont concernés : les licenciements entraîneront pour eux une diminution de l'entretien déjà défectueux.

Alors les employés de la SIG se laisseront-ils faire ? Se laisseront-ils licencier sans se battre et sans tenter de faire reculer la direction de la Société Immobilière ?

L'avenir le dira. Mais d'ores et déjà ils doivent bénéficier d'un large soutien populaire.

MARTINIQUE

decembre 59 : le reveil anticolonialiste

Entre le 20 et le 23 Décembre 1959, 4 jours d'émeutes secouèrent Fort-de-France, avec en fin de compte 3 morts, 3 jeunes assassinés par les forces de l'ordre colonial.

A l'origine de l'émeute, il y a un banal incident entre un automobiliste français et un cyclomotoriste martiniquais. L'incident dégénère vite avec l'intervention brutale des CRS qui dispersèrent violemment la foule qui s'était rassemblée.

Pendant 4 jours, les manifestants s'affrontèrent aux forces armées colonialistes et la répression sera sévère : 3 morts, mais aussi plusieurs dizaines de blessés, plusieurs dizaines d'arrestations.

Les journées de Décembre 1959 sont importantes car elles sont le premier signe de la naissance d'un sentiment national dans la Jeunesse martiniquaise. Par la loi d'Assimilation de Mars 1946, on avait prétendu faire des 4 vieilles colonies (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion) des départements français. Mais cette loi allait vite se révéler comme étant une supercherie, une tromperie de plus pour les masses laborieuses et la population. Les DOM ne sont en réalité que des colonies. En ce sens, Décembre 1959 témoigne de la révolte de la jeunesse devant la continuation de l'inégalité et de l'oppression coloniale.

Le gouvernement français crut faire disparaître ces aspirations en réprimant, en assassinant et en emprisonnant, mais cela n'a pas empêché, bien au contraire, le mouvement anti-colonialiste de se développer au cours de ces vingt dernières années.

Décembre 59 aura été un coup de semonce. Il sera d'ailleurs suivi d'autres manifestations témoignant de la montée du sentiment anti-colonialiste. Répression en tout genre, arrestations, assassinats, vont se poursuivre pendant vingt ans.

Mais le gouvernement, d'une certaine manière, en a tiré les conclusions, et depuis dix ans cherche par tous les moyens à retarder l'explosion. L'assistance, les promesses, la politique d'émigration ont permis de diminuer quelque peu la tension qui régnait aux Antilles entre les Années 60 et 70.

Mais de nouveau aujourd'hui, l'accumulation des problèmes non réglés — chômage, situation agraire, bas salaires, etc... — pousse à de nouvelles explosions de mécontentement.

Le tout est que ce mécontentement se transforme, et passe de la révolte à une lutte pour la création d'un état qui sera celui des pauvres et non de nouveaux privilégiés.

EDF guadeloupe les travailleurs protestent

A l'occasion du passage en Guadeloupe de Monsieur Chevrot, Directeur régional pour les DOM de l'EDF, les travailleurs de ce secteur ont décidé d'agir et d'informer l'opinion publique sur leurs conditions de travail.

A ce sujet, le syndicat CGT de l'EDF nous a communiqué la lettre ouverte adressée par le personnel au directeur régional. Nous en extrayons quelques paragraphes qui nous semblent significatifs de la politique du gouvernement colonialiste en matière de distribution de l'énergie électrique :

«Au mois de Juillet 1975, la SPEDEG a été nationalisée... Après trois ans nous devons constater que cette nationalisation si elle a effectivement été bénéfique aux gros utilisateurs, a surtout créé des problèmes aussi bien pour les utilisateurs en basse tension que pour le personnel...»

«Un coiffeur nous confiait qu'avec la même consommation, autrefois il payait une prime fixe de 1,25 francs alors qu'actuellement celle-ci est de 34,71 francs...»

«Le branchement de 35 m en monophasé est passé de 480 francs à 2.275 francs. Le branchement pour la même distance en triphasé est passé de 720 francs à 2.730 francs.» «Actuellement le temps de branchement atteint trois ou quatre mois parfois plus.»

«De plus les clients se présentant à nos guichets sont soumis à une attente indéfinie. Les queues interminables formées à partir du parking créent une situation épouvantable pour les centaines de clients entassés dans le Hall...»

Les travailleurs protestent contre :

«Le manque d'effectifs qui se traduit nous l'avons vu par une dégradation du service public (temps de branchement trop long — attente du public aux caisses et guichets — programme d'entretien non suivi — accroissement des cadences de travail, heures supplémentaires excessives dans certains services, une volonté délibérée de compresser à tout prix les effectifs), la non-application intégrale du statut national et la remise en cause des avantages acquis. L'impossibilité d'engager des négociations constructives avec une direction locale fuyante et une Direction parisienne par trop inaccessible.»

Finalement, la nationalisation de la SPEDEG prouve bien que, pour les travailleurs, avoir l'Etat plutôt qu'une société privée comme patron ne change absolument rien à leur sort.

mécontentement à EDF martinique

Le vendredi 8 Décembre, l'ensemble des travailleurs de l'usine de production d'électricité de Pointe des Carrières à Fort-de-France débrayèrent pendant 4 heures sur le tas pour protester contre l'arbitraire de la direction. Celle-ci voulait limiter à 5 membres une délégation syndicale prévue à 9 membres pour discuter des problèmes de la Centrale.

En réalité c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Depuis 4 années consécutives, les travailleurs de l'usine subissent une compression de personnel, les mauvaises conditions de travail (bruit, chaleur). De plus la direction les fait lanterner pour mettre en

place l'organigramme grâce auquel ils espèrent obtenir un réajustement des salaires et une augmentation des effectifs.

En fait, le but de la direction est de faire régresser les travailleurs en matière de classification.

Cependant devant la détermination des travailleurs, l'EDF a fait marche arrière et a reçu la délégation entière. Ce débrayage suivi de succès pourrait avoir des répercussions, car certains dans d'autres secteurs de l'EDF des travailleurs disent qu'il faut faire un bloc avec ceux de l'usine et exiger une fois pour toute l'augmentation des effectifs dans chaque service.

SECURITE SOCIALE (Martinique) DES PRATIQUES RACISTES REVELEES AU GRAND JOUR

Organismes de Sécurité Sociale MARTINIQUE recherchent dans le cadre développement Centre Informatique commun

ANALYSTES DE CONCEPTION

3-4 ans d'expérience
Bon niveau de formation technique (M.I.A.G.) pour postes de
RESPONSABLES DE PROJET dans le domaine de
L'ANALYSE-PROGRAMMATION
Salaires de 6.800 à 7.200 F par 13 mois 2/3
6 semaines de congés

Frais de voyage et de déménagement pris en charge.
Titularisation après un stage probatoire d'un an.

ECRIRE A :
CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE
BOITE POSTALE 576
97207 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Porter sur l'enveloppe la mention : CANDIDATURE.

de Sécurité Sociale de la Martinique cherche à recruter ses cadres parmi le personnel français, tout en réservant les postes subalternes aux Antillais.

Cette pratique a un nom : c'est du racisme !

Mais la Caisse n'est pas la seule administration à exercer de pareilles discriminations racistes. Pratiquement toutes les administrations aux Antilles sont à l'image même de cette société coloniale où tous ceux qui dirigent viennent de 7000 kms : Si la quasi-totalité de la population est noire, la quasi-totalité des responsables sont blancs. La Caisse Générale de Sécurité Sociale ne fait donc pas exception à la règle.

Mais d'habitude ces pratiques sont pudiquement voilées et passées sous silence. Les autorités, les organes d'information aux ordres de la préfecture, se gardent bien d'y faire allusion : tout se passe comme si cela n'existait pas, comme si le fait d'embaucher systématiquement des cadres français dans les administrations, avec des avantages considérables, était la chose la plus normale qui soit, alors que des Antillais pourraient très bien occuper ces postes.

Eh bien, pour une fois, toute cette hypocrisie a été dévoilée, et la direction de la Caisse qui croyait pouvoir faire ses mauvais coups en cachette s'est trompée en comptant sur le fait qu'on ne lirait pas ses petites annonces du MONDE à la Martinique. La voilà dénoncée pour ce qu'elle est : une administration raciste et colonialiste.

Marianne TIBUS

colas: (martinique) fini le travail le samedi

Au poste «d'enrobé» de l'aéroport, les travailleurs de COLAS viennent de dire NON au travail du samedi.

En effet, il était demandé régulièrement aux ouvriers de sacrifier leur samedi afin de nettoyer les machines.

Les choses étaient simples pour le chef de poste : il venait sur le chantier, mettait le travail en train, puis partait vers des horizons plus gais, que sont les plages au sable chaud. Et le tour était joué !

Ainsi pendant que les ouvriers s'échinaient pour la santé du coffre-fort du patron, d'autres se dorèrent au soleil ailleurs.

Mais les travailleurs ont compris que le repos du samedi n'était pas réservé à quelques-uns, mais à tous. Ils ont appliqué en quelque sorte une mesure égalitaire : du repos pour tous le samedi !

METALLURGIE

SCELERATESSE DE SOCALTRA

Il y a 3 mois, un de nos camarades était blessé au travail. Sérieusement handicapé il a été longtemps dans l'incapacité de travailler.

Or, la direction refuse de lui donner le complément de salaire qui lui est dû pour son arrêt de travail, ce qui fait que notre camarade ne touche que la moitié de sa paye.

De plus, elle ne veut pas le réembaucher dans un poste correspondant à sa situation physique, alors que c'est prévu par la loi.

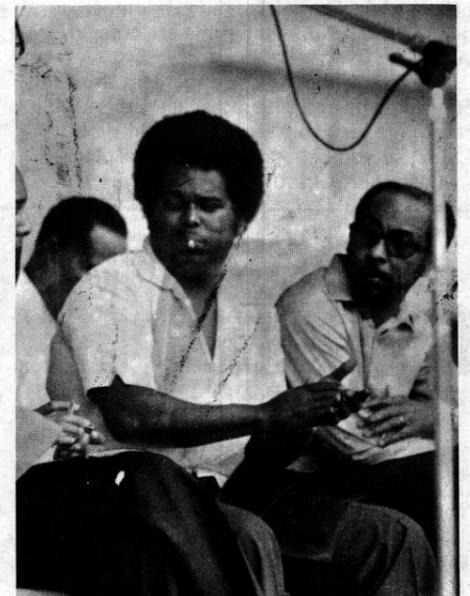
Toute la hargne de la direction se comprend quand on sait que notre camarade est connu comme militant politique et syndical actif et qu'il ne se laissait pas marcher sur les pieds par les petits chefs de la SOCALTRA.

Cette scélérate de la direction de la SOCALTRA doit être dénoncée et combattue !

DISSENSIONS

PCG - CGTG

Mme Tarer démissionne du syndicat



Morvan, Secrétaire Général de la C.G.T.G.

Une polémique oppose la CGTG, plus précisément sa section du Centre Hospitalier, à une dirigeante bien connue du PCG, Mme George TARER. Celle-ci, dans une lettre ouverte, annonce sa démission du syndicat.

Le prétexte de la rupture est la parution d'un tract du syndicat, dans lequel était dénoncée l'attitude de certains surveillants pendant la dernière grève du 10 Octobre : ceux-ci auraient dit à des auxiliaires qu'ils ne devaient pas faire grève, n'étant pas sûrs de leur poste. Par ailleurs, on y reprochait aux surveillants en général de se prendre pour des «petits chefs».

Apparemment, Mme TARER, elle-même surveillante, s'est sentie concernée par ces attaques. Elle y répond, entre autres : «Les surveillants sont des travailleurs comme les autres, syndiqués ou pas. Le syndicat s'est dévolu un triste rôle, celui de dresser des travailleurs contre des travailleurs (...) A quel moment organisez-vous (...) des assemblées générales bien préparées par le bureau, où l'on a son mot à dire quant aux décisions qu'on prétend nous faire avaliser et exécuter sans information sérieuse préalable ? »

Peut-être la critique des surveillants a-t-elle été faite à mauvais escient : nous ne voulons pas en juger ici. Mais les autres critiques sont pour le moins étonnantes, de la part d'une dirigeante d'un parti qui, lui-même, a longtemps contrôlé sans partage la direction de la CGTG. C'est vrai, le syndicat de l'hôpital n'est pas un modèle de combativité ni de démocratie. Mais en le reconnaissant maintenant, c'est aussi sa propre action (ou inaction) que Mme TARER condamne. Car enfin, comment ce

syndicat, si combatif en 1953, comme elle le rappelle, a-t-il pu devenir ce qu'il est aujourd'hui, sans que jamais ne se fasse jour la moindre critique, la moindre tentative de redressement, ni de Mme TARER, ni des nombreux militants, voire dirigeants du PCG travaillant à l'hôpital ? En fait, ce sont précisément des militants du PCG, à la tête de ce syndicat, qui en ont fait ce qu'il est aujourd'hui.

En ce sens, ce que Mme TARER reproche à la CGTG n'est qu'un retour de bâton, une conséquence de la politique de son propre parti. Oui, les travailleurs doivent contrôler leurs propres organisations : mais cela, il fallait le dire, mieux encore, lutter pour l'imposer, et cela depuis des années.

Mais cet événement n'est pas isolé : en effet, il y a quelque temps, des travailleurs du port de Pointe-à-Pitre, membres du PCG, ont donné eux aussi leur démission de la CGTG, et sont entrés à la CFDT. Ils ont agi ainsi après avoir été écartés de la direction du syndicat du port.

Ces faits témoignent de la lutte sourde que se livrent, depuis plusieurs années, les dirigeants du PCG et ceux de la CGTG. Cette lutte devient plus aiguë : des dirigeants du PCG démissionnent de la CGTG, tandis que des dirigeants de la CGTG sont en passe d'être exclus du PCG.

Malheureusement, ni les uns ni les autres n'estiment devoir rendre compte aux travailleurs de ces divergences, qui devraient faire l'objet d'un débat public, et non se passer en coulisse. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Max RODON

NORMALISATION DES RELATIONS SINO-AMERICAINES : UNE EVOLUTION PREVISIBLE



La République Populaire de Chine et les Etats-Unis viennent de décider de «se reconnaître mutuellement» et d'établir des relations diplomatiques normales à dater du 1er Janvier 1979. Les ambassadeurs américains auront désormais pignon sur rue à Pékin. La Chine pourra de même envoyer ses représentants aux Etats-Unis. La visite officielle de Teng-Hsiao-ping, le numéro deux chinois, aux Etats-Unis est aussi envisagée.

Formose, dont le gouvernement avait été longtemps considéré par les Etats-Unis comme le seul gouvernement légal de la Chine, se voit repoussée au second plan.

Cette normalisation met un terme aux

années de blocus économique et politique de la Chine. Elle va permettre à la Chine de pouvoir éventuellement commercer avec l'impérialisme.

Mais pas plus que ne l'avait fait l'austérité dans laquelle elle vivait auparavant, son intégration actuelle au marché mondial ne lui permettra de sortir du sous-développement économique.

Commercer avec l'impérialisme c'est un peu se laisser voler; ne pas le faire c'est se condamner à l'immobilisme. En fait, il n'y a pas de véritable solution, autre que l'organisation de la lutte à l'échelle internationale contre cet impérialisme, pour le faire disparaître. Mais tel n'était pas l'objectif de

la Chine.

Ce que l'on peut en tout cas constater c'est que pour avoir cette possibilité de commerce, la Chine a été amenée à jeter par-dessus bord les vagues références verbales à la solidarité avec les peuples opprimés. A plusieurs reprises, on l'a vu prendre franchement position contre les intérêts des peuples opprimés par l'impérialisme.

Cependant, si la Chine par le passé a pu dénoncer l'impérialisme et même à certaines époques se retrouver aux côtés de l'URSS ce n'était que poussée par les circonstances. C'était parce qu'elle n'avait pas d'autre choix, l'impérialisme refusant de reconnaître son existence en tant qu'Etat.

Aussi quand l'impérialisme américain a modifié sa politique, quand il a substitué une politique de négociation à une politique de la canonniers dans le cadre de l'équilibre américano-soviétique, il a fait appel à la Chine. Le rôle que les Etats-Unis assignaient à la Chine dans le cadre de cette nouvelle politique était d'être le gendarme, la gardienne de l'ordre en Asie. Ce rôle la Chine va l'accepter avec empressement, car il y avait bien longtemps qu'elle cherchait une reconnaissance par l'impérialisme. La dernière tentative dans ce sens, et peut-être la plus spectaculaire avait été l'invitation au Président Nixon lancée par Mao lui-même.

Aujourd'hui, le doute n'est plus permis pour ceux qui ont vu en la Chine le champion du socialisme, à cause de ses protestations anti-impérialistes d'autrefois.

La Chine n'est pas socialiste, le prolétariat n'y est pas au pouvoir.

La perspective qui s'ouvre devant elle après cette normalisation des relations avec les USA, c'est d'être demain toujours plus liée au camp impérialiste jusques et y compris pour servir de poste avancé à l'Est de l'Union Soviétique.

Noël CANTIUS

GISCARD EN GUINEE

Le 18 Décembre, Giscard d'Estaing se rendait en voyage officiel en Guinée.

Ce voyage consacre le changement intervenu depuis plusieurs mois dans les rapports entre le régime de Sékou-Touré et l'ancienne puissance coloniale.

C'est en 1958 que, leader de l'indépendance, Sékou-Touré faisait voter un «non» massif lors du référendum gaulliste sur le maintien de la Guinée dans la «communauté française», et obtenait l'indépendance de son pays.

Ce vote, suivi du rapprochement avec l'URSS et ses pays satellites devait isoler la Guinée non seulement de l'impérialisme français mais aussi des autres puissances impérialistes occidentales pendant de nombreuses années.

Aujourd'hui, la France est redevenue le principal fournisseur de la Guinée; les capitalistes américains et ceux des autres pays impérialistes investissent ou s'apprentent à le faire dans le pays. Il est vrai que la bauxite, l'uranium, le fer, les diamants de la Guinée constituent pour eux un gâteau alléchant.

Déjà installé par l'intermédiaire de la Cie «Péchiney», l'impérialisme français tient à augmenter sa part.

En marge de ces accords, Sékou-Touré ne s'embarrasse pas d'une quelconque libéralisation. Bien au contraire, il justifie le plus cyniquement du monde la dictature, la répression, les condamnations à mort. Il existe en effet plusieurs milliers de prisonniers politiques en Guinée et les exécutions sommaires, les tortures, sont une des règles du régime depuis de nombreuses années.

L'image de «leader anti-impérialiste», «socialiste» que Sékou-Touré affichait dans les années 60 n'est plus qu'une caricature sanglante. Le régime guinéen est vite devenu une des plus féroces dictatures d'Afrique.

Cela, bien sûr, ne gêne pas le moins du monde Giscard d'Estaing qui, en matière de soutien aux dictatures africaines en connaît un bout. C'est en commis de l'impérialisme qu'il est venu en Guinée.

Il est venu permettre aux grosses socié-

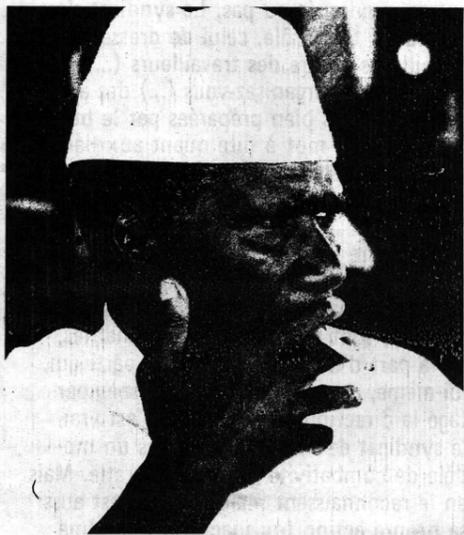
tés capitalistes françaises d'y accroître leur implantation.

Le régime guinéen que certains présentaient comme l'exemple d'un «socialisme africain», qui, nous disait-on avait su trouver une «voie originale» et «spécifique», retrouve tout bonnement le giron de l'ancien colonisateur.

Un exemple qui prouve en tout cas que pour les ouvriers, les paysans, les malheureux des pays dominés par l'impérialisme il ne peut y avoir de solution à leur misère et à leur exploitation dans une quelconque voie nationale «spécifique».

C'est une leçon pour les travailleurs antillais qui ont une lutte à mener pour se libérer du joug colonial. Mais pour éviter de tomber par la suite sous un autre joug, celui d'un régime dictatorial même masqué sous une étiquette «socialiste» pour que les travailleurs de nos pays se garantissent contre cela c'est que dès maintenant ils construisent un parti qui soit le leur et qu'ils s'apprentent à exercer le pouvoir pour eux-mêmes.

P. JEAN-CHRISTOPHE



Ahmed Sékou Touré

gouvernement et patrons veulent faire payer la crise aux travailleurs

Le gouvernement ne s'est pas gêné pour annoncer la même semaine en France 20.000 licenciements supplémentaires dans la sidérurgie et des augmentations des cotisations des salariés à la Sécurité Sociale.

Une suppression de 20.000 emplois cela veut dire des régions entières de France livrées au chômage. Pour le seul trust de SACILOR, 2.500 travailleurs doivent être jetés au chômage, et cela au moment même où les cadences ont augmenté et où les conditions de travail se sont aggravées dans ses usines.

Les patrons de la sidérurgie crient misère. Pourtant ils ont reçu beaucoup d'argent — 37 milliards depuis 1966 — pour renflouer l'économie de l'acier. En septembre dernier le gouvernement avait annoncé la prise du contrôle par l'Etat de la sidérurgie française à grand renfort de déclarations qui se voulaient rassurantes pour les travailleurs.

Actuellement il est clair en tout cas que, pour préserver les profits des capitalistes de la sidérurgie, l'Etat cautionne sans scrupules, le licenciement de milliers de travailleurs, tout en épongeant les dettes des sidérurgistes.

Par ailleurs, les décisions concernant la Sécurité Sociale sont scandaleuses. Onze milliards supplémentaires seront payés à la Sécurité Sociale par les salariés. Le gouvernement parle de solidarité nationale. Mais cette solidarité va toujours dans le même sens : les patrons n'auront à payer que six milliards. Sans compter que certains d'entre eux payent avec des années de retard et qu'ils doivent déjà des milliards à la Sécurité Sociale.

On sait ce que veulent les patrons et le gouvernement : vider les poches des travailleurs. Mais cela ils ne pourront pas le faire si les travailleurs refusent de payer la crise et se mettent en lutte contre leurs exploiters.

MARSEILLE : RAFLE POLICIERE DANS UN FOYER AFRICAINE

Mardi 7 Décembre, des forces de police et de gendarmerie ont investi à 4 heures du matin le foyer SONA-COTRA de la rue Félix Pyat à Marseille. Elles ont procédé, dans des conditions humiliantes, à la vérification de l'identité des 400 travailleurs africains qui y habitent. La police, après son exploit, a réclamé l'expulsion de six travailleurs et menace quarante autres.

Cette opération de police est une forme d'intimidation pour les occupants des autres foyers de la SONA-COTRA. En effet, un peu partout en France, les locataires de ces foyers, à majorité immigrée, sont en lutte pour exiger l'arrêt des brimades racistes de l'administration de ces foyers. Ils refusent en outre les conditions de vie qui leur sont faites. La plupart de ces foyers sont vétustes et même en ruine et il n'est pas rare d'y trouver un lavabo pour 40 personnes.

Pendant que le gouvernement et son représentant, Stoléro, Secrétaire d'Etat à l'immigration, bavardent à la télévision et la radio en France contre le racisme et pour le respect des travailleurs immigrés, leur police, elle, agit.

livre :

LA CIVILISATION DU BOSSALE

De Maryse CONDÉ

Dans un petit fascicule d'une cinquantaine de pages, Maryse Condé nous livre ses réflexions sur ce qu'elle a appelé la civilisation du bossale. Le bossale nous dit-elle c'est ce nègre d'Afrique amené par la traite dans les plantations de Martinique et de Guadeloupe et qui, à partir de ses souffrances, de ses espoirs, de ses luttes va créer une véritable culture.

Que pensaient réellement du bossale le maître, l'esclavagiste, le missionnaire, l'abolitionniste, l'«ami des noirs»? Que se passait-il réellement dans la tête du bossale? Quelle idée avait-il de lui-même? Quelle vision avait-il de sa condition, de son avenir? C'est à ces questions que Maryse Condé essaie de répondre. Pour cela elle prend appui sur les diverses déclarations des colons, des chroniqueurs de l'époque. Elle égratigne au passage quelques idées reçues sur tel ou tel «ami des noirs». Elle s'inspire, pour retrouver l'âme véritable du bossale, de cette culture orale que s'étaient forgés les esclaves et dont quelques bribes nous sont parvenues.

LECTEURS, ATTENTION !!

Le journal **COMBAT OUVRIER** devient **HEBDOMADAIRE** à compter du Samedi 16 Décembre 1978.

La parution du numéro mensuel et celle des suppléments Bi-hebdomadaires sont supprimées.

COMBAT OUVRIER HEBDOMADAIRE sera en vente en Guadeloupe et en Martinique dans les kiosques et les librairies au prix de 1 F 50.

Réclamez-le.

Tarif d'abonnement :

Antilles :	pour un an	65,00 F
	pour 6 mois	35,00 F
France :	pour un an	100,00 F
	pour 6 mois	50,00 F

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

ANTILLES :

Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

(GUADELOUPE)

ou B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

(MARTINIQUE)

FRANCE :

Combat Ouvrier

B.P. 80

93302 AUBERVILLIERS

Cédex

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire